

Quel est l'avenir de nos forêts?



PREMIÈRE NATION ALGONQUINE WOLF LAKE

Présentation à la

Commission de l'agriculture, de l'énergie et des ressources naturelles

à l'égard du projet de loi n° 57

L'OCCUPATION DU TERRITOIRE FORESTIER DU QUÉBEC

ET LA

CONSTITUTION DES SOCIÉTÉS D'AMÉNAGEMENT DES FORÊTS

QUÉBEC, QUÉBEC

le 30 septembre 2009

Messieurs les présidents de la Commission, Pierre Paradis et Claude Pinard et membres de la Commission.

Je m'appelle Harry St.Denis. Je suis le chef de la Première Nation Wolf Lake (WLFN), une communauté de la nation algonquine.

Je suis accompagné de

- Mme Rosanne Van Schie, notre agente de développement économique, et de
- Mme Marilyn Wood, vice-présidente de Mikro-Tek Inc.

Nous vous remercions de nous offrir la possibilité de vous rencontrer.

Nous louons les efforts que vous avez faits en élaborant votre projet de loi 57. Nous savons bien qu'il y a beaucoup à analyser dans ce projet de loi, et nous vous exhortons à comprendre et à reconnaître toute l'étendue des droits des Indiens, des titres et des droits conférés par traité à mesure que vous apporterez des changements aux dispositions actuelles du projet de loi. Nous communiquerons avec vous personnellement à ce sujet en collaboration avec notre conseil tribal, le Algonquin Nation Secretariat (Secrétariat de la nation algonquine).

Notre présentation aujourd'hui porte particulièrement sur la façon dont le projet de loi 57 menace de saper notre intégrité et notre efficacité à aborder le problème du changement climatique en intégrant la prise de décision au sujet de l'aménagement du territoire forestier et des projets et des mécanismes de compensation en fixation de carbone. Bien que votre Livre vert porte sur les aspects de la planification pour la gestion forestière en matière de carbone et que nous ayons présenté des commentaires à votre Commission sur le sujet, il n'en est pas question dans le projet de loi. Comme vous le savez, il y a beaucoup à analyser relativement à l'aménagement du territoire et aux projets d'aménagement forestier relatifs au carbone qui comprennent la vente de crédits de carbone sur les bourses du climat. Le projet de loi 57 non modifié ne tient pas compte des questions de titres de gestion

de carbone forestier, ni des droits protégés par la Constitution de nos peuples et des droits internationaux en matière de terres et de forêts de consentir librement, préalablement et en toute connaissance à participer, ou de choisir de ne pas participer, aux nouvelles bourses de marchandises de compensation de carbone forestier.

Depuis plus de 7 000 ans, la forêt a fourni au peuple algonquin son moyen de subsistance – aliments, énergie et matériaux, paysages, sites spirituels, commerce et paix. Au cours de cette période, notre société s'est illustrée par la qualité de sa gestion des ressources. Depuis 300 ans, nous avons vu notre environnement souffrir de retombées négatives en raison d'un mode de gestion exploiteur, et des menaces graves en découlant. La plus grande partie de notre territoire traditionnel et de nos moyens de subsistance s'est grandement dégradé et nombre d'écosystèmes sont gravement endommagés ou sont endommagés de manière permanente. Pendant tout ce temps, notre peuple a souffert d'une pauvreté hors de proportion.

Pendant de nombreuses années, notre communauté a été incapable de jouer un rôle sur les conséquences de la gestion forestière et a souffert de ses répercussions. Aujourd'hui, nous sommes ici et prêts à contribuer positivement au changement dans la gestion de l'aménagement du territoire forestier. La Première Nation Wolf Lake est intéressée par de nouveaux modèles de gestion pour son territoire. Nous savons que nos valeurs traditionnelles sont essentielles pour formuler des réponses au changement climatique, à la gérance de l'environnement et à l'aménagement du territoire actuel.

La loi *US Clean Energy and Security Act*, également connue sous le nom de loi *Waxman Markey Climate and Energy Bill*, amènera un investissement accru dans des projets d'implantation de forêts et de déboisement évité partout dans le monde. La dernière ébauche du projet de loi prévoit deux milliards en crédits de compensation par année, dont la moitié seront utilisés à des fins de conformité et pour des projets visant à favoriser expressément la séquestration du carbone par la forêt, ce qui

créera une forte demande en projets de crédits de compensation internationaux fiables. Le projet de loi précise une préférence pour des projets de crédits de compensation des forêts indigènes dans les pays en développement. La Première Nation Wolf Lake a présenté une suggestion officielle à l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) demandant d'accorder une préférence aux projets de déboisement évité de forêts indigènes dans les pays développés. Un exemplaire de cette présentation est joint à titre de référence. Nous présenterons la même recommandation au gouvernement états-unien par voie de lettre.

De plus, selon la loi Waxman-Markey, une réserve stratégique sera établie; cette disposition pourrait amener jusqu'à 9,3 milliards de crédits compensatoires au système de plafonnement et échange, en plus des 2 milliards en crédits compensatoires annuels déjà autorisés par le projet de loi. À un taux moyen de 15 \$ par crédit compensatoire, cela atteindrait jusqu'à 139 milliards de dollars en crédits compensatoires pour les forêts internationales.

Étant donné que les États-Unis continuent à aller de l'avant avec une législation nationale sur le climat, nous vous prions d'accueillir nos idées et nos projets progressistes en gestion du carbone forestier dans le cadre du projet de loi 57. À ce jour, l'attention a surtout porté sur le contrôle des dommages liés aux répercussions économiques continues pour le secteur traditionnel de la forêt en raison des changements dans la production, la consommation, les prix et le commerce. Aujourd'hui, nous vous demandons de vous pencher sur les répercussions sociales, économiques et environnementales que la séquestration du carbone en forêt pourrait avoir pour la province de Québec.

Nous demandons particulièrement à la province :

1) d'encourager une action solide sur l'économie du changement climatique chez elle

en harmonisant nos objectifs et en rendant officielles les ententes qui portent sur l'élaboration de projets provinciaux de carbone forestier;

2) d'incorporer des technologies immédiatement commercialisables dans la gestion du carbone forestier; et

3) d'assurer que les droits qui nous ont été conférés par traité conformément à la constitution soient protégés et reconnus internationalement comme élément de base de rapprochement de nos droits déjà existants aux droits revendiqués de la province de Québec sur les terres et les ressources naturelles.

Le 15 novembre 2007, dans le cadre de son entente dans le domaine forestier avec le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), la Première Nation Wolf Lake a empêché que les attraits naturels du secteur de la rivière Maganisipi soient exploités ou dégradés avant que la désignation de zone protégée ne soit attribuée par le Québec. L'intention du MRNF et de la compagnie forestière était d'exploiter cette zone avant la désignation. La Première Nation Wolf Lake a fait part de son intérêt envers un projet de conservation de carbone forestier sur le marché libre du carbone. Nombre d'entreprises sont intéressées à investir dans de tels projets de pré-conformité pour dorer leur réputation ou pour atteindre certains de leurs objectifs internes d'atténuation des changements climatiques. En outre, des divulgations de renseignements sur le carbone par les entreprises sont de plus en plus importantes pour les investisseurs préoccupés par l'environnement. L'engagement de votre gouvernement de travailler avec la Première Nation Wolf Lake et d'autres communautés amérindiennes pour développer certaines zones protégées est décrit dans cette référence publiée dans le plan de conservation :

« Jusqu'à ce que le statut de protection permanente soit accordé à ce territoire, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs collaborera avec les communautés amérindiennes concernées, y compris la communauté de Wolf Lake, à la gestion et au développement de cette zone protégée et, s'il y a lieu,

formera des partenariats au sujet de certaines activités précises. »

Sans retarder davantage tout autre projet de développement, nous demandons un protocole d'entente, conformément à notre demande d'accommodement originale lors des consultations sur la désignation proposée de zone protégée.

Nous demanderons de plus au Fonds d'adaptation des collectivités, un partenariat fédéral qui distribue le financement pour le MRNF, du financement pour les activités d'emploi communautaire à Maganasipi. Pendant plusieurs années, les membres ont évalué des options économiques à long terme pour les industries à décroissement forestier qui :

- ☐ fournissent d'autres emplois à sa population en croissance, pour que quelques jeunes personnes puissent trouver de l'emploi dans l'industrie forestière en déclin;
- ☐ créent des occasions économiques qui sont compatibles avec les valeurs culturelles et les aspirations de ses membres.

Dans le secteur des projets de séquestration de la gestion forestière commerciale, la Première Nation Wolf Lake propose, depuis juin 2008, une technologie d'additionalité éprouvée au MRNF. Nous sommes d'avis que l'avenir de la foresterie commerciale dans la province de Québec devrait être concurrentielle et novatrice. Pour garantir des crédits de carbone dans la gestion de la forêt commerciale vous devez faire un peu plus que la routine. L'utilisation de la biotechnologie pour obtenir des plantations à haut rendement peut rétablir le leadership du Québec dans l'industrie des produits forestiers et ouvrir de nouveaux marchés dans le secteur des réserves de carbone forestier. La Première Nation Wolf Lake est disposée à collaborer avec le secteur forestier et les ouvriers du ministère de la Forêt pour élaborer un plan en vue de transformer l'industrie et de le consolider pour l'avenir.

Toutefois, la réaction interne du Ministère a été de résister et de mettre un terme à nos intérêts et à nos idées dans ce domaine.

Nous aimerions vous présenter Madame Marilyn Wood, vice-présidente de Mikro-tek Inc, notre partenaire éventuel en technologie, pour discuter des détails entourant notre proposition.

Mikro-Tek a amorcé une recherche en technologie mycorhizienne en 1990. En travaillant en étroite collaboration avec les scientifiques de Forêts Canada et de l'Institut de recherche forestière de l'Ontario (IRFO), l'entreprise a sélectionné des microbes naturels précis qui améliorent l'absorption de nutriments chez les essences boréales.

Lorsque ces souches supérieures ont été identifiées, Mikro-Tek s'est engagé dans un projet de recherche à plus grande échelle, évalué à 3,9 millions de dollars, avec un soutien financier de 960 000 \$ du gouvernement provincial de l'Ontario. Ce projet a permis de planter des semis d'arbres dans des sites de reforestation boréale partout au Canada.

Les statistiques de croissance de plus de 10 millions de ces semis ont démontré une augmentation de 25 % de la croissance et de la survie moyenne des semences inoculées (comparativement aux non-inoculées) au cours des trois années suivant la plantation.

Les données de mesure de ces sites ont servi à l'accréditation du produit auprès de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) d'Agriculture Canada, nécessaire pour que tout produit inoculant puisse être vendu légalement au Canada. Mikro-Tek est actuellement la seule entreprise à profiter d'une accréditation pour l'utilisation d'une technologie mycorhizienne sur les semis de conifères au Canada.

Après l'accréditation du produit par l'ACIA en 2000, Mikro-Tek a reçu 870 000 \$ du programme de Mesures d'action précoce en matière de technologie d'Industrie Canada, afin de modéliser les données à partir de ses essais commerciaux sur le

terrain, au Canada et au Chili, et d'en déterminer l'effet sur un stockage de carbone amélioré.

Le modelage a été développé par un tiers, un auditeur indépendant, et a démontré que la réduction nette des émissions des inoculants micorhiziens dans la forêt boréale canadienne était, en moyenne, de 26,6 tCO₂/ha, en rotation.

Ces résultats positifs ont entraîné l'application de cette technologie dans un bon nombre de projets de séquestration de carbone au Chili et en Ontario.

L'Ontario et le Québec ont signé une entente pour mettre en place un système de plafonnement et d'échange. De plus, les deux provinces, ainsi que la Colombie-Britannique et le Manitoba, ont joint la *Western Climate Change Initiative*, qui reconnaît les crédits de carbone en foresterie générés par des pratiques de gestion forestière améliorées.

Ces systèmes commerciaux d'échange prévoient la prise de mesures de croissance tous les 10 ans, et les crédits de carbone générés se fonderont sur ces mesures réelles, non sur des projections. Par conséquent, si aucune hausse ne se dégage, aucun crédit de carbone n'est émis. Si ces mesures réelles, prises à même les arbres, démontrent une augmentation de la biomasse, les crédits de carbone sont émis en fonction de celles-ci.

Mikro-Tek a entamé ses opérations de mesure sur place, et les données indiquent une stabilité dans les augmentations, ou, dans certains cas, une amélioration.

La technologie a été appliquée en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques comme un mécanisme pour un développement propre pour des projets enregistrés au Chili.

La technologie a été mise de l'avant au Canada dans 29,4 millions de semis inoculés dans la forêt boréale. Le **Registre défi-climat canadien des GES** est le seul registre

national au Canada accessible au public comprenant les lignes de base, les objectifs et les réductions volontaires relativement aux gaz à effet de serre. L'objectif est de mettre au défi les entreprises canadiennes de prendre des mesures volontaires qui contribueront à la réduction des gaz à effet de serre au Canada. Le Registre enregistre les mesures planifiées et effectuées par les participants, leur donnant l'occasion d'échanger de l'information et de partager les meilleures pratiques avec leurs pairs. Les rapports enregistrés sont analysés et reçoivent la mention Bronze, Argent ou Or. Depuis que Micro-Tek a présenté son premier plan d'action en 2000, l'entreprise a toujours obtenu le niveau Or de la CSA pour ses déclarations de niveau champion dans le Registre défi-climat.

En conclusion, notre proposition de technologie de gestion du carbone forestier est tout à fait compatible avec les propositions récentes annoncées publiquement par votre gouvernement dans le domaine du changement climatique; notre proposition est également prête à être mise en application conformément aux normes actuelles de l'entente de Kyoto et à la politique de gestion du carbone forestier binationale.

De quelle façon cela est-il relié au projet de loi 57? Notre expérience initiale en développement économique avec la bureaucratie interne du MRNF nous laisse penser que le projet de loi 57 peut laisser ces types de décisions ou d'approbation sur l'élaboration du projet entre les mains d'un chef forestier ou du comité CRE? Ainsi, la question en suspens au sujet du projet de loi 57 est toujours d'actualité : « Si nous ne sommes pas à la table, serons-nous quand même au menu? »

Voici un exemple plus vaste pour situer cette question en contexte. Le MRC a récemment confié au consultant Pierre Brien le mandat de préparer un mémoire sur le potentiel de projets de développement hydroélectrique dans notre région. En partie, son travail consistait à comparer un aménagement plus vaste d'Hydro Québec de 130 MW à un plus petit projet de 46 MW mené pour notre Première Nation et celle de Eagle Village et de trois municipalités. Pas une seule fois le consultant s'est rendu aux bureaux des Premières Nations au cours de son mandat, même si nous avons eu de

nombreuses rencontres avec le gouvernement du Québec au sujet de notre proposition. Dans son rapport final, M. Brien a réduit au minimum des années d'ingénierie technique professionnelle et de développement économique et de travail de planification en partenariat, en un seul mot « embryonnaire » (en français dans le texte anglais). Notre petit projet d'hydroélectricité proposé par cinq communautés découle d'une consultation bien étayée et collective qui correspond aux valeurs sociales, économiques et environnementales des Premières Nations Wolf Lake et Eagle Village.

Le rapport Brien a omis de faire mention des conséquences environnementales et du récent essor des marchés en énergie renouvelable comme l'avait documenté Cara L. Clairman, vice-présidente du service de développement durable de Ontario Power Generation Inc. (OPG) responsable de l'élaboration des politiques de développement durable et de changement climatique et présidente du Canadian Electricity Associations Generation Council. Au cours d'une récente conférence sur l'échange des droits d'émission, Mme Clairman a déclaré que les grands projets hydroélectriques, comme celui proposé dans le rapport Brien, détruit les puits de carbone en inondant les forêts et en générant du méthane (un gaz à effet de serre) dans l'atmosphère lorsque la végétation se décompose après une inondation. Elle a précisé que les grands projets hydroélectriques ne peuvent plus constituer une option de développement si nous pensons sérieusement à atténuer le changement climatique et les émissions de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, une objection au projet de loi Waxman Markey déposé devant le sénat américain est que l'hydroélectricité canadienne n'est pas admissible comme source d'énergie écologique. Voilà qui pose une grave menace écologique à la province de Québec puisque les États-Unis étudient la possibilité de débrancher l'hydroélectricité canadienne étant donné qu'elle a des retombées négatives sur l'environnement en raison de grands développements hydroélectriques.

Entre-temps, de retour dans notre région d'Abitibi-Témiscamingue, notre petit projet

hydroélectrique intégré à l'écosystème est rejeté par un vote de 18 contre 3 à la MRC. Est-ce ainsi que les prises de décision seront menées dans le cadre du projet de loi 57? Si c'est le cas, cela provoquera des bouleversements économiques et des divisions incroyables dans notre région qui finiront par faire échouer le processus de même que le gouvernement qui l'a élaboré.

La Première Nation Wolf Lake aimerait vous féliciter pour le protocole d'entente Ontario-Québec récemment signé relativement à l'initiative de plafonnement et échange qui aidera à réagir aux changements climatiques, à échanger des idées et à élaborer des politiques.

Notre présentation, aujourd'hui, est une tentative pour que votre gouvernement reconnaisse, développe et relie l'importance des valeurs traditionnelles des Premières Nations à gérer la forêt et la future gérance environnementale dans des projets de carbone forestier immédiatement commercialisables. Notre plan communautaire de développement de la forêt n'en est qu'à ses débuts mais il fournit clairement de grandes occasions de gérance locale de la forêt, de développement économique et de changement.

Nous demandons à votre gouvernement de reconnaître la valeur de notre expertise dans les objectifs de changement climatique et économique de la province de Québec. Inspirés par les récentes décisions de la Cour Suprême, nous croyons que le gouvernement du Québec devrait être prêt à se pencher sur de nouveaux modèles de partenariats en planification forestière et à collaborer avec les Premières Nations. Nous aimerions comprendre comment nos commentaires d'aujourd'hui seront incorporés et nous sommes disposés à participer à d'autres consultations stratégiques avec votre gouvernement dans cet important travail qui régira l'avenir de nos forêts.

Meegwetch.

What is the future of our forest?



ALGONQUIN NATION OF WOLF LAKE

Presentation to the

Commission on Agriculture Energy and Natural Resources

Regarding Bill 57

THE OCCUPATION OF FOREST LAND IN QUEBEC

AND THE

CONSTITUTION OF FOREST MANAGEMENT CORPORATIONS

QUEBEC CITY, QUEBEC

September 30, 2009

Dear Chairmen M. Pierre Paradis et M. Claude Pinard and fellow Commissioners,

My name is Harry St.Denis. I am the Chief of the Wolf Lake First Nation (WLFN). We are a member community of the Algonquin Nation.

I am presenting here with:

- Ms. Rosanne Van Schie, our Economic Development Officer; and
- Ms. Marilyn Wood, Vice-President Mikro-Tek Inc

We are grateful for the opportunity to present to you today.

We commend you on the effort you have undertaken in crafting your draft “Bill 57.” While there is much to consider in this bill, we urge you to understand and recognize the full scope of Aboriginal rights, title and treaty rights as you make improvements to the current provisions within the draft bill. We will be communicating to you separately with respect to this issue in co-operation with our Tribal Council, the Algonquin Nation Secretariat.

Our presentation today is concerned in particular about how Bill 57 threatens to undermine our integrity and effectiveness in addressing climate change through integrated decision making regarding forest land use planning and carbon offset projects and mechanisms. Although your Green Book discussed planning considerations for carbon forest management and we made comments to your Commission regarding this area, it is not addressed in the draft bill. As you are aware there is much to consider with regard to forest land use planning and carbon forestry management projects which include selling carbon credits on climate exchanges. Unaddressed Bill 57 fails to acknowledge carbon forest management title issues, as well as our Peoples constitutionally protected and international land and forest rights of free, prior and informed consent in forest regions to participate, or choose not to participate, in new forest offset carbon commodity markets.

For over 7000 years the forest has provided the Algonquin people their livelihood - food, energy and materials, landscapes, spiritual grounds , economic trade and peace. The distinctive feature of our society over this period was that we did not mismanage our resources. The past 300 years we have witnessed our environment suffer the negative impacts under an exploitive management regime and subsequently serious threat. Much of our traditional territory and livelihoods have been significantly degraded and many ecosystems have permanent or severe damage. All the while our people have suffered disproportionate poverty.

Today after many years of our community not being able to affect the impacts of forest management and suffering the consequences we are here and prepared to positively contribute to change in forest land use management. WLFN is interested in new management models for our territory. We understand our traditional values are fundamental to formulating responses to climate change, environmental stewardship and current forestry land use planning.

The US Clean Energy and Security Act also known as the Waxman Markey Climate and Energy Bill will result in increased investment in forest establishment and avoided deforestation projects world-wide. The last draft of the bill provides for 2 billion offsets per year-half -to be used for compliance purposes and expressly favors forestry sequestration projects. This will create a high demand for credible international forest offset projects. The Bill also expresses preference to Indigenous Forest Offset projects in developing countries. Wolf Lake first Nation has made a formal suggestion to the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) Subsidiary Body for Scientific and Technical Advise (SBSTA) to also give market preference to Indigenous avoided deforestation projects in developed countries. A copy of this submission is attached for your reference. As well, we will make the same recommendation by letter to the US government.

In addition under Waxman- Markey a strategic reserve will be established- this provision could introduce up to 9.3 billion offset allowances to the cap and trade

system, in addition to the 2 billion in annual offsets already authorized by the bill. At an average price of \$15 per allowance, this would add up to \$139 billion in international forest offsets.

As the United States continues to move forward on domestic climate legislation, we urge you to accommodate our progressive ideas and projects in forest carbon management within Bill 57. To date, much focus has been devoted to damage control related to continued economic impacts to the traditional forest sector due to changes in production, consumption, prices and trade. Today we ask you to consider the social, economic and environmental positive impacts that forestry sequestration carbon can have in the Province of Quebec.

Specifically we ask the Province;

- 1) to encourage strong action on the economy of climate change at home by aligning our goals and formalizing agreements that develop provincial forest carbon projects; and
- 2) to incorporate market ready technologies in commercial forest carbon management; and
- 3) ensure our constitutionally protected and internationally recognized aboriginal and treaty rights as a basis for reconciliation of our pre-existing rights with the asserted rights of the Province of Quebec over lands and natural resources are respected.

On November 15, 2007 WLFN through its Ministry of Natural Resources and Forest (MNRF) forestry agreement prevented the natural attributes of Maganasipi River area from being logged or degraded in advance of a Quebec Protected Area designation being assigned. It was the MNRF and forest company's intention to log this area in advance of the designation. WLFN demonstrated interest for a conservation carbon forestry project for registration in the voluntary carbon market. Many corporations

are interested in investing in such pre-compliance projects for reputational purposes or as a part of their internal climate change mitigation goals. Furthermore, yearly corporate carbon disclosures are increasingly more important to environmentally conscious investors. Your government commitment to work with WLFN and other aboriginal communities to develop certain protected areas is documented by this reference in the published Conservation Plan;

“Until such time as the status of permanent protection has been granted to this territory, the Minister of Sustainable Development, Environment and Parks will work with the aboriginal communities concerned, including the community of Wolf Lake, towards the management and development of this protected area and, where relevant, will enter into partnerships on certain specific activities”

Without causing any further project development delays we are requesting an MOU as per our original accommodation request in the proposed protected area designation consultations.

We will further request funding for community employment activities in Maganasipi through the MNRF distributed federal partnership Community Adaptation Fund. For several years, the membership has been evaluating long-term economic alternatives to the forest resource depletion industries which:

- provide alternative employment to its growing population, for few young persons can find employment in the essentially declining forestry industry;
- create economic opportunities that are compatible with the cultural values and aspirations of its members,

In the area of commercial forest management sequestration projects WLFN has been proposing since January 2008 a certified additionality technology to the MRNF. We believe the future of commercial forestry in the Province of Quebec is related to being competitive and innovative. In order to secure carbon credits in commercial forest management you have to do something additional rather than business as usual. The use of bio-technology resulting in high yield plantations can re-establish Quebec's leadership in the forest product industry and open new markets in forest carbon trading. WLFN is willing to work in partnership with the forestry sector and forest Ministry workers to develop a plan to transform the industry and make it stronger for the future.

However, the internal Ministry response has been to resist and stamp out our interests and ideas in this area.

We'd like to introduce you to Ms. Marilyn Wood, vice-president of Mikro-tek Inc our proposed technology partner to further discuss details surrounding our proposal.

Mikro-Tek started researching their mycorrhizal technology in 1990, working closely with scientists from Forestry Canada and the Ontario Forest Research Institute (OFRI), to select specific natural microbes that improve the nutrient uptake of boreal tree species.

Once these superior strains were identified we embarked on a large scale, \$3.9 million research project with \$960,000 assistance from the Ontario provincial government to plant seedlings on boreal reforestation sites across Canada.

Growth data from more than 10 million of those seedlings demonstrated a statistical average increase in growth and survival for inoculated seedlings (compared to not inoculated seedlings) of 25% over the first three years following field planting.

The measurement data from these sites were used to obtain product registration with the Canadian Food Inspection Agency of Agriculture Canada, which is required before

any inoculant product can be sold legally in Canada. Mikro-Tek is currently the only company with a registered mycorrhizal product for use on conifer seedlings in Canada.

Following CFIA product registration in 2000 Mikro-Tek was awarded \$870,000 through Industry Canada's Technology Early Action Measures program to model the data from their commercial field trials in both Canada and Chile, in order to determine the effect on enhanced carbon sequestration.

The modeling was done by a third party, independent auditor and showed that net emission reductions from mycorrhizal inoculation in the Canadian boreal forest averaged 26.6 tCO₂/ha over a rotation.

Based on these positive results a number of carbon sequestration projects have been set up both in Chile and in Ontario using this technology.

Ontario and Quebec have signed an agreement to work on a Cap and Trade system and both provinces, as well as BC and Manitoba, have signed on to the Western Climate Change Initiative, which recognizes forestry carbon credits generated by enhanced forest management practices.

These trading systems call for growth measurements to be taken every 10 years, and the carbon credits generated are based on the actual measurements, not on projections. Therefore, if no biomass increases are recorded then no carbon credits are issued. If biomass increases are demonstrated through actual measurement of the trees, then carbon credits are issued based on the magnitude of those increases.

Mikro-Tek has now begun collecting ten-year measurements on their Canadian boreal field sites, and the data are showing that the previously measured increases are holding, and in some cases, have improved.

The technology has been applied under the United Nations Framework Convention on Climate Change as a Clean Development Mechanism with registered projects in Chile. The technology has been applied in Canada with 29.4 million inoculated seedlings in the Boreal forest. The **Canadian GHG Challenge Registry ®** is Canada's only publicly accessible national registry of voluntary greenhouse gas baselines, targets, and reductions based on individual entities and/or facilities. The objective is to Challenge Canadian companies to undertake voluntary actions that will contribute towards the reduction of Canada's GHG emissions. The Registry records the actions planned and executed by registrants, providing them with the opportunity to exchange information and to share best practices with their peers. Registered reports are scrutinized and reporters are assigned Bronze, Silver or Gold Champion level Reporter status. Since submitting their first action plan in 2000, Mikro-Tek has consistently been awarded CSA Climate Change, GHG Registries Gold Champion level reporting status.

In conclusion, our carbon forest management technology proposal is entirely consistent with your governments recent publicly announced proposals in the climate change area, is implementation ready conforming to existing Kyoto standards and developing bi-national forest carbon management policy.

How does this relate to draft Bill 57? Our initial economic development experience with the internal bureaucracy of MNRF leaves us wary of Bill 57 resting these types of project development decisions or approvals in the hands of a Chief Forester or CRE committee? As such, there is the outstanding question to draft Bill 57,

“If we are not at the table, are we on the menu?”

Here is a broader example to place this question in context. The MRC recently commissioned consultant Pierre Brien to prepare a brief on the potential of Hydro electric development projects in our region. Part of his work was to compare one larger 130MW Hydro Quebec development and one smaller 46 MW project lead by our and Eagle Village First Nations and 3 municipalities. At no time did the consultant visit

our First Nations offices during his mandate even though we have had numerous meetings with the Quebec government on our proposal. In his final report Mr. Brien minimizes years of professional technical engineering and economic development and partnership planning work to one word - “embryonnaire”. In English this translates to an undeveloped fetus. Our proposed five community small hydro project is a well researched and community consultation determined match to Wolf Lake and Eagle Village First Nations social, economic and environmental values.

The Brien report fails to mention environmental impacts and recent market developments in renewable energy as documented by Cara L. Clairman, Vice President of Ontario Power Generation Inc.(OPG) sustainable development department responsible for the development of Ontario Power Generation Inc.(OPG) sustainable development and climate change policies and as well is Chair of the Canadian Electricity Associations Generation Council. In a recent emissions trading conference Ms. Clairman stated large hydro projects, like the one proposed in the Brian report, destroy carbon sinks by flooding forests, and generate methane (a greenhouse gas) into the atmosphere when vegetation decomposes after flooding. She stated large hydro projects can no longer be a development option if we are serious about mitigating climate change and greenhouse gas emissions.

Furthermore, one caveat of the Waxman Markey bill moving through the US Senate is that Canadian hydro does not qualify as a source of environmentally friendly energy. This poses a serious economic threat to the Province of Quebec as the US considers unplugging Canadian hydro electricity as a result of the negative environmental effects of large hydro development.

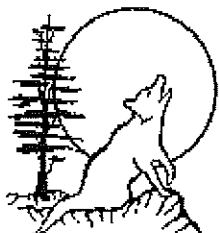
Meanwhile, back in our region Abitibi-Temiscaming, our environmentally sustainable small hydro project is defeated by an 18-3 MRC vote. Is this how future decision making will be exercised within Bill 57? If so it will cause incredible economic upheavals and divisions in our region that ultimately will cause the process to fail as well as the government who devised it.

WLFN would like to congratulate you on your recently signed Ontario- Quebec Memorandum of Understanding on a provincial-territorial cap and trade initiative that will help address climate change and exchange thoughts and policy.

Our presentation today is an attempt for your government to recognize, develop and link the importance of First Nation traditional forest management values and future environmental stewardship into market ready carbon forestry projects. Our community forestry development plan is just beginning but clearly provides great opportunities for local forest stewardship, economic development, and change.

We ask your government to recognize the value of our expertise within the Province of Quebec's changing economy and climate change objectives. Based on recent Supreme Court decisions we feel the Quebec Government should be prepared to consider new models for forestry planning partnerships and working with First Nations. We would like to understand how our comments today will be incorporated and are open to further strategic consultations with your Government in this very important work-the future of our forests.

Meegwetch



WOLF LAKE FIRST NATION

Hunter's Point, P. O. Box 998

Temiscaming, Quebec

J0Z 3R0

Tel: 819-627-3628 Fax: 819-627-1109 E-mail: wolflake@cablevision.qc.ca

February 12, 2009

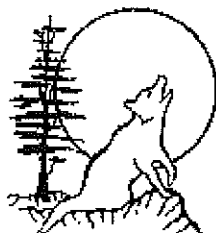
UNFCCC Secretariat
P.O. Box 260124
D-53153 Bonn
Germany

Dear Sir/Madam:

The Wolf Lake First Nation is pleased to be able to provide the attached comments to the Subsidiary Body for Scientific and Technical Advice (SBSTA) on Agenda Item 5 from its 29th Session in Poznan, Dec. 1-10, 2008. These comments are in response to Paragraph 11 of the Draft Conclusions proposed by the Chair at the close of the SBSTA's 29th Session.

Respectfully,

Harry St-Denis
Chief of Wolf Lake First Nation



WOLF LAKE FIRST NATION

Hunter's Point, P. O. Box 998

Temiscaming, Quebec

J0Z 3R0

Tel: 819-627-3628 Fax: 819-627-1109 E-mail: wolflake@cablevision.qc.ca

**Comments on Draft Conclusions proposed by the Chair of the
Subsidiary Body for Scientific and Technical Advice (SBSTA) at its
29th session in Poznan, December 2008 on Agenda Item 5: Reducing
emissions from deforestation in developing countries.**

General Comments

The Wolf Lake First Nation (WLFN) is one of ten recognized communities that form the Algonquin Nation in Canada. We are pleased to have the opportunity to provide comments on the Draft Conclusions proposed by the Chair of the Subsidiary Body for Scientific and Technical Advice (SBSTA) at its 29th session in December 2008, in Poznan, on Agenda Item 5: Reducing emissions from deforestation in developing countries: approaches to stimulate action. While this Agenda Item seems to pertain to developing countries only, the WLFN believes that it should also apply in developed countries, such as Canada. Provided that the rights of Indigenous Peoples are recognized and respected in all aspects of forest management contemplated under the UNFCCC. In general, the WLFN believes that the final conclusions should recognize, respect, protect and promote the rights and participation of Indigenous Peoples in promoting biodiversity and measuring anthropogenic emissions.

Specific Comments

Para 11 & Annex 1c):

From WLFN's experience the references to Indigenous Peoples in these two sections are woefully ineffectual because they are inconsistent with the international standards set out in the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples (UNDRIP), which has been overwhelmingly adopted by 144 States. The social dimension of the effects of climate change need to be included in the SBSTA's proceedings, therefore, the WLFN agrees with the AFN suggestions, which have already been sent to the Secretariat:

1. An unequivocal reference to the Rights of Indigenous Peoples and to the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples be reinserted into the Draft COP14 Decision text on REDD.
2. All references to Indigenous Peoples include an "s", acknowledging that Indigenous Peoples around the world represent a multitude of nations and cultures and cannot be treated as a single 'people'.

Development of Avoided Deforestation Methodologies

For several years, our community has been evaluating long-term economic alternatives to the forest resource depletion industries which:

- decrease forest degradation on the territory;
- provide alternative employment to its growing population, - few young persons can find employment;
- create economic opportunities that are compatible with the cultural values and aspirations of its members,
- build on environmental stewardship opportunities which reflect and strengthen Algonquin culture which can also benefit the general public of our country and beyond.

We have identified carbon credit reforestation and prevented deforestation carbon projects as a new area of economic development and environmental stewardship and focus for our community.

In principle, the REDD initiative is in keeping with WLFN's work to date. As more and more individuals and countries are concerned about global warming and are seeking to reduce their climate impact, "Avoided Deforestation" will provide a significant contribution to addressing global warming. However, we do feel the program should not be limited to developing countries as forest degradation, Indigenous Peoples' poverty and climate change are global issues.

In Canada, we intend to co-ordinate our efforts in the forestry and carbon project area with the following areas of concern described in Quebec provincial draft forestry act guidelines:

- intensive silviculture,
- management units, and
- our community land allocations for carbon projects

On October 14, 2008 in Quebec City, Quebec the Algonquin Nation, as represented by Wolf Lake, made a presentation to the Quebec Commission on Labour and Economy regarding the Occupation of Forest Land in Quebec and the constitution of Forest Management Corporations regarding our rights and interests in carbon forestry development and territorial land use planning.

Recent Supreme Court of Canada rulings have set out the legal principles for Aboriginal Title:

The Delgamuukw decision sets out that Aboriginal Title includes "an inescapable economic component".

The Haida decision, requires the Crown to not only consult First Nations but to accommodate them depending on the nature of the right asserted.

Our community has documented and substantiated our connection and rights to the land in both historical and contemporary terms.

This is important because it determines our role in the development of provincial and federal initiatives that affect our Territories and our way of life such as carbon forest management.

Federally, we are current avoided deforestation protocol development proponents under the current Environment Canada Industry Provincial Offset Group fast track development process. However, WLFN made these arrangements on their own initiative and believes further coordination with and among government officials and recognition by all governments of the unique nature of the Rights of Indigenous Peoples, participation and role is required in order for to successfully move ahead with those plans that affect all Indigenous Peoples and their territories.

Canada's decision at the 29th Session of the SBSTA in Poznan to exclude all references to Indigenous Peoples, is completely unacceptable to our First Nation and should not be accepted as a norm by the SBSTA.

Canada's position completely ignores our constitutional and legal right to the subject of these hearings – our forests – and we call upon the SBSTA to reinsert the text that was removed as a result of Canada's request.

Finally, to ensure that the knowledge and experience of Indigenous Peoples are included in the proceedings of the SBSTA, the WLFN strongly urges the SBSTA to invite Indigenous Peoples Organizations to participate in an Indigenous Peoples Advisory Group to assist the SBSTA with the ongoing REDD planning.